

Questions orales

Le ministre des Finances n'ignore pas, compte tenu des statistiques publiées ce matin, que littéralement des centaines de milliers de Canadiens ayant des diplômes d'études postsecondaires et étant partant, très instruits sont sans travail. Il y a des chauffeurs de taxi qui possèdent un doctorat.

Le ministre des Finances sait que l'un des moteurs de la création d'emplois au Canada réside dans le secteur des petites entreprises et celui du tourisme. Serait-il prêt à convoquer une conférence fédérale-provinciale-territoriale des ministres chargés des Petites entreprises et du Tourisme en vue de trouver des moyens de créer des emplois dans ces deux secteurs clés afin que les gens puissent travailler?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, je suis ravi de constater que mon collègue et son parti ont découvert les secteurs du tourisme et des petites entreprises. Je dois dire que ces secteurs forment à eux deux une partie très importante de l'économie canadienne.

C'est pourquoi — et cela intéressera le député — nous avons accru, dans le cadre de la DEO, les fonds que le gouvernement fédéral va injecter dans les secteurs des petites entreprises et du tourisme.

Je dois dire, toutefois, que le gouvernement néo-démocrate de la Colombie-Britannique a refusé de collaborer avec nous pour le financement du tourisme dans le cadre de la DEO. La Colombie-Britannique est, à ce jour, la seule province qui ne collabore pas encore avec nous pour un programme touristique apte à stimuler aussi le secteur des petites entreprises.

J'invite le député à aller se plaindre au gouvernement provincial, à Victoria.

Mme Catherine Callbeck (Malpègue): Monsieur le Président, je voudrais m'adresser à nouveau au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Le taux de chômage national de 11,2 p. 100 est tout à fait inacceptable, mais il n'est rien quand on le compare au taux dans la région de l'Atlantique.

Dans l'est du pays seulement, il y a maintenant 10 000 demandeurs d'emplois de plus qu'en avril. Dans ma province de l'Île-du-Prince-Édouard, le taux de chômage est supérieur à 19 p. 100, et à Terre-Neuve, il dépasse 20 p. 100.

Pourquoi le ministre refuse-t-il de comprendre que le manque d'initiative de son gouvernement en ce qui concerne la création d'emplois amène de nombreux habitants de l'est du pays à perdre tout espoir?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Selon moi, la députée se comporte comme une vulgaire politicienne désireuse seulement de marquer des points sur le plan politique. Pourquoi

n'examine-t-elle pas les programmes en vigueur dans la région de l'Atlantique?

Je reviens du Nouveau-Brunswick où j'ai annoncé, de concert avec le premier ministre McKenna, un programme de 282 millions de dollars visant à permettre aux bénéficiaires de l'assistance sociale et aux chômeurs du Nouveau-Brunswick de ne plus dépendre de l'assistance sociale et de se trouver un emploi productif. Nous collaborons avec Terre-Neuve et le Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse dans le cadre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et des programmes d'assurance-chômage, afin d'aider ces gens à acquérir les compétences voulues pour occuper les nouveaux emplois qui se créent sur le marché.

Il faut s'inquiéter du fait qu'en effet, en période de récession, la situation de l'emploi est la dernière chose à s'améliorer. Pourtant, cela se produit si on se fie aux chiffres pour ce mois-ci. Il y a quand même de quoi se réjouir de voir que plus de 50 000 personnes sont entrées sur le marché du travail ce mois-ci. C'est un signe positif. Grâce à la politique voulue, une fois les bases essentielles établies, nous pouvons nous attendre à des jours bien meilleurs.

Mme Catherine Callbeck (Malpègue): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Le gouvernement est non seulement disposé à abandonner à leur sort les gens de l'Est, mais il est également prêt à accepter que le taux de chômage chez les femmes augmente de façon marquée.

En effet, depuis janvier, 82 000 femmes ont perdu leur emploi à temps plein. Les Canadiennes, les jeunes et les Canadiens en général méritent mieux de la part du gouvernement.

Pourquoi le gouvernement ne présente-t-il pas aujourd'hui un programme de modernisation de l'infrastructure qui pourrait donner de l'espoir aux Canadiens de tout le pays?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, comme on l'a précisé dans le budget, nous prenons un certain nombre d'initiatives avec la collaboration du secteur privé afin de stimuler l'économie dans certains secteurs clés, comme les transports et les aéroports. La députée n'est pas sans savoir que nous poursuivons nos efforts relativement à la construction d'un lien fixe entre le continent et l'Île-du-Prince-Édouard qui sera, je le répète, extrêmement important en matière de transport et créera des emplois.

On a également précisé que nous envisageons avec les provinces la possibilité d'améliorer notre réseau routier national. Cela fait partie intégrante d'une étude sur quatre ans qui a été entreprise par les ministères fédéral et provinciaux des Transports. Ce sont-là des questions sur lesquelles on se penche à l'heure actuelle.